

# Communiqué du Conseil d'Etat

---

23 mai 2012

La version Internet fait foi



# Sommaire

---

Genève internationale.....	4
Genève s'engage en faveur des populations touchées par la crise alimentaire au Tchad .....	4
Genève .....	5
Passage du CEVA à Carouge : accord trouvé.....	5
Construction de 42 nouveaux logements au Petit-Saconnex .....	6
Revenu des indépendants soumis à cotisation pour les allocations familiales : abaissement du plafond ....	6
Soutien au Grand prix de l'horlogerie de Genève 2012.....	7
Aide financière à la fondation Appel de Genève.....	7
Centre nautique de Genève-Plage : concilier les intérêts de tous les utilisateurs.....	7
Réception en l'honneur de M. Olivier Jornot, nouveau procureur général de la République et canton de Genève.....	8
Agenda des invitations à la presse .....	9

## **Genève s'engage en faveur des populations touchées par la crise alimentaire au Tchad**

Le Conseil d'Etat a octroyé à Caritas-Suisse un financement global de 150'000 francs destiné à la mise en place d'un dispositif de distribution de céréales et de semences au Tchad. Ce soutien, provenant du Fonds de solidarité internationale, permettra à Caritas de venir en aide aux personnes affectées, soit environ 40'000 personnes dans la zone concernée.

Les populations des zones sahéliennes du Tchad sont actuellement en situation d'insécurité alimentaire en raison, notamment, du manque de précipitations, de longues saisons sèches, de mauvaises récoltes et du prix élevé des denrées alimentaires. Cela a pour conséquence l'épuisement du disponible céréalier et un amoindrissement des capacités de résilience des ménages et de leur potentiel productif.



*Pour toute information complémentaire : Mme Vanessa Mengel, chargée de projets, service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 44.*

## Passage du CEVA à Carouge : accord trouvé

Une convention tripartite réglant globalement tous les différends relatifs au passage de la liaison ferroviaire Cornavin–Eaux-Vives–Annemasse (CEVA) à Carouge a pu être conclue par le Conseil d'Etat, le Conseil administratif de la Ville de Carouge et la direction de projet CEVA.



Persuadés de la nécessité de parvenir à un accord réglant enfin clairement l'ensemble des questions liées au passage du CEVA sur la commune de Carouge, les différents partenaires ont œuvré depuis plusieurs mois à restaurer la confiance et le dialogue entre eux, pour parvenir à une solution constructive et durable pour chacune des parties.

Au cours de leur dernière rencontre, le conseiller d'Etat François Longchamp, chargé du département des constructions et des technologies de l'information (DCTI), et le Conseil administratif de la Ville de Carouge, composé de Mmes Stéphanie Lammar et Jeannine de Haller Kellerhals et de M. Nicolas Walder, ont convenu d'un accord, validé également par la direction de projet CEVA.

Les éléments principaux de la convention sont les suivants :

- Au vu des nécessités constructives et des gênes occasionnées par les travaux quelle que soit la solution retenue, la Ville de Carouge accepte le passage de l'ouvrage en tranchée couverte sous l'actuel centre de voirie, maintenance et environnement situé au 92, route du Val d'Arve.
- L'ensemble des frais d'étude de variante et de déménagement provisoire de certaines activités de la Ville de Carouge dans et autour de son bâtiment du 92, route du Val d'Arve sont pris en charge par CEVA.
- Le canton renonce au retour de la fourrière à Carouge après les travaux et s'engage à céder à la commune les parcelles où se situe ce bâtiment. La vente se déroulera au cours de l'année 2013 (sous réserve de l'approbation des délibérations y relatives).
- Le canton s'engage à vendre le terrain nécessaire à la réalisation d'un parking conjoint entre la Fondation Emma Kammacher et la Ville de Carouge et à en faciliter la construction dès la fin des travaux du CEVA (sous réserve de l'approbation des délibérations y relatives).
- Le canton s'engage à vendre à la Ville de Carouge (sous réserve de l'approbation des délibérations y relatives) le solde des parcelles libérées par l'office cantonal des automobiles et de la navigation (OCAN) au plus tard en juin 2020. Une clause réduisant le prix *pro rata temporis* en cas de retard est prévue.
- Une convention complémentaire, en cours de finalisation, règle également les questions de prise de possession temporaire ou définitive de parcelles de la Ville de Carouge dans le cadre de la construction du CEVA sur le territoire communal.

Cet accord, élaboré avec la volonté commune de trouver des solutions équilibrées, permet désormais l'avancement des travaux du CEVA sans entrave juridique ou technique et donne à la Ville de Carouge les compensations attendues. Sur ces bases, la Ville de Carouge peut désormais envisager l'évolution et la transformation progressive du secteur de la Fontenette afin de lui garantir un développement harmonieux.

*Pour toute information complémentaire : M. François Longchamp, conseiller d'Etat, en contactant M. Laurent Forestier, secrétaire général adjoint responsable de la communication, DCTI, ☎ 022 327 94 12 ou 079 240 83 67.*

---

## **Construction de 42 nouveaux logements au Petit-Saconnex**

Le Conseil d'Etat a octroyé un droit de superficie distinct et permanent (DDP) d'une durée de 99 ans à la Société coopérative d'habitation Genève (SCHG) sur les parcelles situées rue Edouard-Rod 4A-4B-4C, au Petit-Saconnex (Ville de Genève).

L'Etat de Genève permet ainsi à la SCHG de construire un immeuble de quarante-deux logements d'utilité publique (LUP) de type habitations mixtes (HM).



*Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Basler, gérant spécialisé, office des bâtiments, DCTI, ☎ 022 546 62 02.*

---

## **Revenu des indépendants soumis à cotisation pour les allocations familiales : abaissement du plafond**

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de modification de la loi sur les allocations familiales (LAF) afin de mettre celle-ci en conformité avec la [loi fédérale sur les allocations familiales \(LAFam\), révisée le 18 mars 2011](#).

La révision de la LAFam, qui étend le champ d'application de la loi aux indépendants en dehors de l'agriculture, entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2013. Hormis ce domaine d'activité spécifique, cette nouvelle réglementation s'appliquera donc désormais à toutes les personnes exerçant une activité lucrative.

Le canton de Genève connaît déjà un régime d'allocations familiales pour les indépendants, mais certaines modifications doivent toutefois être apportées à la loi cantonale. Le projet de loi propose ainsi une adaptation du montant maximal soumis à cotisation afin de l'aligner sur les prescriptions fédérales. Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2013, le revenu des indépendants soumis à cotisation sera donc plafonné à 126'000 francs par an, soit le montant maximal du gain assuré dans l'assurance-accidents obligatoire. Le projet de loi harmonise également les conditions d'assujettissement des indépendants à la LAF.

*Pour toute information complémentaire : M. Michel Blum, directeur chargé du handicap et des assurances sociales, direction générale de l'action sociale, DGAS, ☎ 022 546 51 19.*

---

## Soutien au Grand prix de l'horlogerie de Genève 2012

Le Conseil d'Etat a renouvelé, pour l'année 2012, son soutien financier au Grand prix de l'horlogerie de Genève (GPHG), à hauteur de 50'000 francs.

Organisé depuis près de dix ans, le GPHG est désormais placé sous la responsabilité de la Fondation du Grand prix de l'horlogerie de Genève, créée en mai 2011 dans le but d'organiser la manifestation, d'en assurer la pérennité et d'en développer la dimension internationale.

*Pour toute information complémentaire : M. Jean-Charles Magnin, directeur général des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 50.*

---

## Aide financière à la fondation Appel de Genève

Le Conseil d'Etat a octroyé pour l'année 2012 à la fondation Appel de Genève un montant de 43'700 francs afin de contribuer à la réalisation d'une base de données regroupant des documents d'engagement et accords humanitaires signés par des groupes armés non étatiques en vue de leur désarmement.



L'Appel de Genève a initié il y a plus de dix ans un processus complémentaire au traité d'Ottawa de 1997, portant sur l'interdiction (production, stockage, emploi) des mines antipersonnel. Ce traité n'engage que des Etats. Or, de nombreuses forces non étatiques emploient aussi de telles armes, dont les effets sont d'autant plus ravageurs qu'elles explosent souvent après les conflits, tuant ou mutilant des civils. Amenant ces forces à s'aligner sur le traité d'Ottawa par des accords privés, l'Appel de Genève remplit un rôle déterminant. La chancellerie d'Etat de la République et canton de Genève est dépositaire des [quarante-deux conventions réalisées à ce jour](#).

Aujourd'hui, l'Appel de Genève dispose d'un accès unique à l'ensemble des documents d'engagements ou accords humanitaires signés dans un tel cadre. La mise au point par ses soins à Genève d'un moteur de recherche spécifique permettra un usage optimal des données ainsi répertoriées. Cet outil international à usage académique, documentaire et historique servira en outre de base pour la promotion et la réalisation de nouveaux accords.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.*

---

## Centre nautique de Genève-Plage : concilier les intérêts de tous les utilisateurs

En réponse à un courrier du Wake Sport Center Genève demandant le développement de ses infrastructures, le Conseil d'Etat a répondu par la négative pour ce qui est du réaménagement du plan d'eau, à savoir l'installation de « sliders » et l'extension du ponton nautique. Le gouvernement indique en effet que le site a déjà atteint ses limites et qu'il n'apparaît pas judicieux d'y implanter des constructions supplémentaires.

La requête du Wake Sport Center Genève relative à l'installation d'un câble de wakeboard démontable pourrait en revanche être examinée de manière détaillée au cours d'une procédure d'autorisation de construire, qu'il appartiendra à l'association de déposer.

Le Conseil d'Etat rappelle enfin que le site relève du domaine public cantonal et que les activités qui y sont déployées doivent pouvoir se concilier avec les intérêts des différents utilisateurs, comme les véliplanistes.

*Pour toute information complémentaire : M. Stefan Szeless, capitainerie cantonale, DIM, ☎ 022 388 55 01.*

---

### **Réception en l'honneur de M. Olivier Jornot, nouveau procureur général de la République et canton de Genève**

Le Conseil d'Etat a donné ce jour un déjeuner en l'honneur de M. Olivier Jornot, nouveau procureur général élu le 1<sup>er</sup> décembre 2011 (voir [point de presse du 7 décembre 2011](#)) et entré en fonction le 1<sup>er</sup> avril dernier.

Cette rencontre, à laquelle a également assisté M. Pierre Losio, président du Grand Conseil, a été l'occasion d'évoquer différents enjeux et thématiques liés à la gestion du canton et à la collaboration entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire.

# Agenda des invitations à la presse

*Sous réserve de modifications*

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
24 mai 19h00	Signature des nouveaux contrats avec les compagnies conventionnées de Genève dans les domaines danse, théâtre et arts performatifs	Bâtiment des Forces motrices 2, place des Volontaires	DIP	Geneviève Bridel ☎ 022 546 66 68
29 mai 9h30	Découvertes archéologiques majeures en Ville de Carouge	37A, route de Veyrier 1227 Carouge	DCTI	Laurent Forestier ☎ 022 327 94 12 ou 079 240 83 67
31 mai 15h00	Lancement du projet de développement régional pour l'agriculture genevoise 2012-2018	Salle de l'Alabama 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DIM	Yves Bellégo ☎ 022 546 76 06
14 juin 11h30	Vernissage du concours d'espaces publics de la halte CEVA de Carouge-Bachet	Pavillon Sicli 45, route des Acacias 1227 Acacias	DCTI	Rafaële Gross ☎ 022 327 96 24 ou 076 313 01 25
15 juin 11h00	Développement durable : cérémonie de remise de la bourse, du prix et des distinctions cantonales 2012	Ecurie des Vues Coppet (accès par le chemin du Parc, 1297 Founex)	DARES	Jean-Pierre Tombola ☎ 022 388 19 42